

Economie

53.700 salariés en Haute-Normandie

L'économie sociale et solidaire résiste bien à la crise

Les organisateurs du colloque "L'économie sociale : moteur du XXIème siècle ?" qui se tenait lundi à Rouen au siège de la Matmut ont rappelé le poids de cette économie solidaire où mutuelles, associations, coopératives et Fondations mobilisent en Haute-Normandie plus de 53.700 salariés employés dans 5.555 établissements. La manifestation était organisée dans le cadre du 4^{ème} "Mois de l'économie sociale et solidaire" (ESS) dont l'objet est de montrer la diversité des composantes du secteur. Près de 1500 manifestations ont lieu en France en novembre autour du thème "Devenez acteur de changement". « *En région, nous enregistrons malgré l'impact de la crise une hausse de +8% du nombre de salariés dans l'ESS sur un an, +11,6% dans de l'emploi relevant du secteur privé. Autrement dit, l'ESS résiste mieux que l'économie traditionnelle dans le contexte général* », a notamment souligné Jean-Luc Masurier, président de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale (CRES) Haute-Normandie. Entre 2005 et 2007, l'ESS a créé 2 emplois sur 10. La moitié des salariés du secteur social en région travaille dans une structure de cette économie. Les associations prédominent largement et emploient 78% des salariés.

« *Non, l'économie n'a pas vocation à servir l'argent. Oui, elle doit être remise au service des personnes* », a retenu pour sa part Guillaume Legaut, délégué général du Conseil des Entreprises, Employeurs et Groupements de l'ESS (CEGES). Pour « *donner le pouvoir aux personnes et non à l'argent* », quelques idées ont été développées au nombre desquelles celle de "donner la priorité à la reprise par les salariés des entreprises sous forme coopérative" ou celle de "faciliter l'exercice du mandat électif bénévole dans les entreprises ayant une gouvernance démocratique".

Deux idées qui sont venues en écho aux propos introductifs du président de la région Haute-Normandie, Alain Le Vern, « *révolté* » après sa rencontre le jour même avec les salariés M'Real à Alizay. « *Ils (la direction, ndlr) ont décidé de fermer le site alors qu'il y a un repreneur. Il y a refus de négocier et refus de vendre. On ferme, et on garde le monopole avec deux sites (en empêchant la concurrence de prendre pied sur ce secteur ndlr). Le moteur de cela est la finance comme objectif et non comme moyen. Les salariés en sont les victimes. Si rien n'est fait, il ne faudra pas s'étonner si ces indignés se révoltent* », a-t-il regretté. La Région investit chaque année dans l'ESS notamment par des mesures d'accompagnements et d'études de faisabilité des projets.

Patrick Streiff

www.lemois-ess.org

Economie, ZAC, ville, tourisme...

LA CREA peaufine ses intérêts communautaires

La CREA redéfinit progressivement le champ de l'intérêt communautaire pour les politiques que les quatre communautés fusionnées exerçaient auparavant. Après le sport et la culture, le conseil communautaire a fixé lundi les domaines du développement économique, de la solidarité, du tourisme et de la politique de la ville. Très généralement, on retrouve les actions de soutien aux entreprises, à l'emploi, à l'enseignement et à la recherche, promotion et d'animation économique. Dans le domaine de la politique de la ville, l'intérêt communautaire a été déclaré pour le Contrat urbain de cohésion sociale. Pour le secteur du tourisme, on trouve le port de plaisance de Rouen, la base de loisirs de Bédanne, les aires d'accueil pour les camping-car, l'aménagement du parc urbain de l'éco-quartier Flaubert, les études pour la reconversion du champ de courses des Bruyères.

Politique

Législatives dans l'Eure

Barré dans la 4^{ème}, M-A Jamet (PS) prêt à relever le gant dans la 1^{ère} ou la 3^{ème}

Marc-Antoine Jamet, maire de Val-de-reuil, vice-président du conseil régional, a fait état publiquement de sa disponibilité pour être le candidat du Parti socialiste dans la 1^{ère} circonscription de l'Eure ou dans la 3^{ème}. Cette offre de service pour « *mener la bataille* » fait suite à la décision de François Loncle de se représenter dans la 4^{ème} circonscription qui compte Val-de-Reuil sur son territoire. M. Loncle est le seul élu socialiste et de gauche de l'Eure. Il est député depuis 1981 avec une seule interruption entre 1993 et 1997.

M. Jamet insiste dans une lettre adressée à Yves Léonard, 1^{er} secrétaire fédéral, sur son engagement auprès de François Loncle de ne jamais se présenter contre lui. Il cache difficilement une amertume en révélant qu'à plusieurs reprises, M. Loncle lui a assuré qu'il serait son successeur.

Marc-Antoine Jamet souhaite donc être candidat soit dans la 1^{ère} dont le sortant élu est le ministre de l'Agriculture, Bruno Lemaire (UMP), ou la 3^{ème} dont le sortant est le président du Nouveau Centre, Hervé Morin. Il souligne au passage que ce sont des circonscriptions « *jugées impre- nables* » pour la gauche où les candidats ne se bousculent pas.

Ce qui n'est pas tout à fait exact puisqu'en 2007, face à M. Le Maire, le PS était représenté par Anne Mansouret. La circonscription serait réservée au PRG. Et face à M. Morin, la candidate officielle du PS, Nathalie Zanon, avait été devancée au premier tour par le dissident Francis Courel conseiller général socialiste de Montfort sur Risle. Pour 2012, la circonscription serait réservée à une femme...

E.B.

www.filfax.com